

La conquête électorale - 10 mai 1981 - 7 mai 2017

par [Alain Duhamel](#),
membre de l'Académie des sciences morales et politiques

La conquête électorale est la forme la plus démocratique d'accès au pouvoir, bien plus qu'un arrangement parlementaire. C'est d'ailleurs encore plus vrai lorsqu'elle passe par une élection personnelle comportant plusieurs candidats que sous la forme simplificatrice d'un référendum. Ce n'est pas pour autant un long fleuve tranquille, moins encore un exercice immuable. En France, les élections présidentielles en constituent désormais la forme la plus théâtrale et le moment le plus décisif. Sous la V^e République, depuis que l'on élit le chef de l'État au suffrage universel direct, deux élections présidentielles ont marqué plus que les autres, parce qu'elles ont à la fois symbolisé et provoqué des ruptures franches et profondes des équilibres politiques : le 10 mai 1981, puisque l'élection de François Mitterrand déclenche la première véritable alternance depuis 1958, la première arrivée au pouvoir de la gauche en 23 ans, une césure quasi-historique ; et puis, le 7 mai 2017, car l'élection d'Emmanuel Macron à la tête de l'État a balayé toutes les règles, toutes les traditions, tous les rites politiques habituels. Deux fractures électorales majeures donc, et cependant deux phénomènes politiques foncièrement différents et presque antagonistes, deux élections clés aux antipodes l'une de l'autre.

L'élection de François Mitterrand à la présidence de la République marque en effet paradoxalement l'accomplissement de la V^e République, presque son aboutissement, puisque la victoire du plus violent procureur des institutions gaulliennes achève d'installer celles-ci. Le leader socialiste se glisse avec un parfait naturel dans les habits de ce monarque républicain qu'il vilipendait et la gauche légitime les institutions qu'elle maudissait en s'y intégrant en bon ordre. Inversement, l'accession d'Emmanuel Macron au Palais de l'Élysée signe une déconstruction des équilibres politiques classiques et annonce une exploration de nouvelles règles du jeu démocratique. Ce n'est pas tout : la victoire de François Mitterrand est l'épilogue d'une longue et lente marche vers le pouvoir, entamée depuis le référendum de 1962 instaurant l'élection du chef de l'État au suffrage universel dix-neuf ans plus tôt, donc le succès d'une stratégie mûrie et opiniâtre. L'élection d'Emmanuel Macron ressemble en revanche à un improbable surgissement, à l'invention subite d'une ambition et d'une méthode. Un vétérinaire gagne un marathon, un yearling remporte d'emblée sa première course. Le succès de François Mitterrand constitue une sorte d'apogée de la politique (14% seulement d'abstentions le 10 mai 1981), celui d'Emmanuel Macron entérine une crise de la politique (25,4% d'abstentions le 7 mai 2017). François Mitterrand s'est enraciné, Emmanuel Macron s'est imaginé. L'élection du premier président socialiste au suffrage universel direct incarne la quintessence du classicisme électoral, celle d'Emmanuel Macron relève du baroque politique.

La victoire de François Mitterrand récompense donc une stratégie électorale lucide, persévérante et cynique. Elle a conduit le républicain de progrès des années 50 à se métamorphoser en leader socialiste, l'anti-communiste profond à passer alliance avec le PC, l'Européen à s'appuyer sur l'adversaire de l'Europe et l'homme pressé à patienter : candidat d'un cartel de gauche en 1965 face au général de Gaulle (45% des voix au second tour contre le plus illustre des Français : une performance), candidat de l'union de la gauche en 1974 contre Valéry Giscard d'Estaing (49% des suffrages exprimés au second tour : une déception), candidat derechef face au président Giscard d'Estaing en 1981 (victoire le 10 mai avec 52% des voix : un destin). Triomphe historique venu de loin et qui, approchant, a mis longtemps à se concrétiser. Valéry Giscard d'Estaing est en effet, si l'on en croit les sondages (qu'il vaut mieux ne pas prendre à la lettre au début des campagnes présidentielles) longtemps resté le favori de l'élection, au moins jusqu'en janvier 1981.

Pourtant, plusieurs signes avant-coureurs pouvaient alerter. De 1974 à 1978, la gauche en général, le parti socialiste en particulier, gagne toutes les élections locales. En 1977 notamment, aux élections municipales de mars, la gauche remporte un grand succès. Elle est nettement majoritaire dans les villes de plus de 30 000 habitants, celles dont la signification politique est la plus claire. Sur 221 de ces communes, le PS en remporte 81, le PC 72, la gauche 156 au total. Plus impressionnant, la gauche aborde les élections législatives de mars 1978 en posture de favorite, pour la première fois. Les sondages la donnent largement en tête. En réalité, au premier tour, la gauche devance la droite d'un souffle seulement mais c'est la première fois que cela se produit sous la V^e République. Au second tour, avec une participation record de 85%, la droite se sauve, effet probable du célèbre discours de Verdun-sur-le-Doubs, au cœur duquel Valéry Giscard d'Estaing annonce que si l'opposition l'emporte, il demeurera à son poste mais ne pourra pas empêcher les vainqueurs d'appliquer leur programme, préfiguration alors inédite de la cohabitation. En 1978, le PS n'en n'est pas moins arrivé en tête devant le RPR et n'en n'a pas moins devancé le PC, double « première » sous la V^e République. Le combat de 1981 s'annonce donc ouvert.

Il est vrai que d'autres symptômes semblent plus rassurants pour le président sortant. En 1977, le PC de Georges Marchais, en pleine phase de reglaciation, a exigé une réactualisation du programme commun de 1972, évidemment pour le durcir et contraindre François Mitterrand, soit à accepter un programme de nationalisations équivalent à un changement de régime économique, soit à prendre le risque d'une rupture, laquelle se produit effectivement en direct à la télévision quelques mois plus tard. Renforcée électoralement, la gauche est plus divisée que jamais idéologiquement. Par ailleurs, au soir du second tour des élections législatives, Michel Rocard a frappé les esprits par une déclaration impressionnante, s'écriant : « La gauche vient de manquer un nouveau rendez-vous avec l'Histoire. Le huitième depuis le début de la V^e République. Est-ce une fatalité ? Est-il impossible, définitivement que la gauche gouverne le pays ? Je réponds : non ! ». Chacun comprend que le champion de la deuxième gauche veut être candidat à la présidence en 1981. A la question « Quel serait le meilleur candidat socialiste à l'élection présidentielle ? », les Français le placent largement devant François Mitterrand. La longue marche de l'Homme de Latché semble alors entravée, d'autant plus qu'aux élections européennes de 1979, les premières du genre, la liste UDF menée par Simone Veil arrive nettement en tête avec 28% des voix, devançant largement le PS (24%), le PC (21%) et surtout le RPR (16%), un cas unique sous la V^e République. Il est vrai que Jacques Chirac, hostile à l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct, allergique aux tentations fédéralistes de Valéry Giscard d'Estaing a, sous l'influence du tandem méphistophélique Pierre Juillet/ Marie-France Garaud, lance son fameux Appel de Cochin, partant en guerre contre « le parti de l'étranger », accusé « d'abaissement de la France », dont tout le monde comprend qu'il visait directement Valéry Giscard d'Estaing. « Parti de l'étranger » est une injure que l'on appliquait jadis au parti communiste dans sa phase la plus stalinienne. Une offensive plus qu'outrancière qui s'était brutalement retournée contre ses auteurs. Le courant miterrandiste, de plus en plus puissant sous le septennat giscardien, semblait donc rencontrer des obstacles à l'approche de la campagne présidentielle de 1981. Le premier secrétaire du Parti socialiste était suspecté d'archaïsme, le chef de l'État semblait relégitimé par sa stature internationale (l'expédition de Kolwezi avait marqué), Simone Veil venait d'être élue première présidente du nouveau Parlement européen. VGE semblait plus à l'aise que jamais dans ses habits présidentiels qu'il aimait tant.

La suite allait pourtant montrer à quel point ces apparences étaient trompeuses. Pour commencer, François Mitterrand l'archaïque ne fit qu'une bouchée de Michel Rocard le moderniste. Après avoir incité son cadet à se présenter s'il le souhaitait, il avait confié à Jean-Pierre Chevènement l'écriture d'un « Projet socialiste » qui fut naturellement si extrémiste, si caricatural, qu'il joua le rôle de chiffon rouge agité sous le nez du prétendant réformiste. Discipliné et loyal, Michel Rocard avertit François Mitterrand qu'il allait annoncer sa candidature le lendemain, 19 octobre 1980. Celui-ci, glacial, lui répondit : « Faites ce que vous voulez, c'est votre affaire ». L'appel de Conflans-Sainte-Honorine fut un désastre : stressé, balbutiant, regardant la mauvaise caméra pour le candidat, cela ressemblait d'entrée à un acte manqué. François Mitterrand, imperturbable, annonça sa propre candidature le 8 novembre, bien entendu sans prévenir Rocard, lequel se retira sans combattre. François Mitterrand n'avait plus qu'à faire ratifier, dans l'enthousiasme des militants, sa candidature lors d'un congrès

extraordinaire en janvier 1981. Le professionnel avait écrasé l'amateur et Valéry Giscard d'Estaing se retrouvait face à son véritable adversaire pour ce match-revanche périlleux.

D'autant plus que, si à gauche Georges Marchais pilonnait aussi vigoureusement François Mitterrand que Valéry Giscard d'Estaing, à droite Jacques Chirac, Michel Debré, Marie-France Garaud concentraient leurs tirs sur le président sortant. Celui-ci constatait à ses dépens qu'un chef de l'État candidat à sa réélection n'a plus d'amis. Il se retrouve immanquablement seul contre tous : ses ennemis l'attaquent et ses rivaux l'agressent. Le maire de Paris, poussé par Charles Pasqua, mène une campagne brutale, déterminé à faire battre Valéry Giscard d'Estaing et se figurant que les Français, affolés par une victoire du leader socialiste, pourraient alors lui offrir une majorité législative contraire un mois plus tard. Le retentissement de l'affaire des diamants de Bokassa, un cadeau de médiocre valeur excitant l'imagination des Français, inlassablement agitée par l'opposition et par la presse, très maladroitement gérée par un président offusqué, entache son image de probité. Quand il se déclare officiellement candidat, le 2 mars 1981 seulement, Valéry Giscard d'Estaing n'est plus le favori évident qu'il n'avait cessé d'être tout au long de l'année 1980. Les courbes menacent déjà de se croiser. On se demande si son entrée en jeu peut infléchir les rapports de force : pas du tout. A la grande surprise des spécialistes, sa campagne de 1981 est loin de valoir celle de 1974. Sept ans auparavant, il avait innové, rajeuni, séduit. En 1981, il manque d'inspiration, d'allant, d'originalité. Jacques Chirac, implacable, mène la campagne la plus combative. Georges Marchais, caricatural, mène la campagne la plus sommaire. François Mitterrand, réfléchi, programme de rupture et ton rassembleur, mène la campagne la plus efficace. Valéry Giscard d'Estaing, handicapé par la conjoncture économique, plus président que candidat, mène la campagne la plus décevante. Le charme de 1974 s'est dissout. Les six petits candidats grapillent des voix sans forcer l'attention.

Au soir du premier tour, le 26 avril, Valéry Giscard d'Estaing obtient 28% des suffrages, François Mitterrand 26%, Jacques Chirac 18%, Georges Marchais 16%. La gauche n'a gagné qu'un point par rapport à 1974 mais la droite en a perdu quatre, le reste s'éparpillant. Valéry Giscard d'Estaing a reculé de cinq points par rapport au premier tour de 1974, Jacques Chirac faisant mieux que Jacques Chaban-Delmas (18% contre 14,6%). Leçon essentielle de ce premier tour : la division a affaibli la droite, la division a renforcé la gauche. Jacques Chirac, qui a mené une campagne reaganienne face à la campagne colbertiste de Valéry Giscard d'Estaing, n'a pas une logique de ralliement au second tour. Georges Marchais, en accusant François Mitterrand de duplicité, celui-ci lui répliquant bien plus vigoureusement que Valéry Giscard d'Estaing à Jacques Chirac, fait au contraire du candidat socialiste un rempart. Lors du duel télévisé de l'entre-deux tours (François Mitterrand a imposé treize conditions à sa participation), le candidat socialiste multiplie habilement les citations assassines de Jacques Chirac. Il ne l'emporte pas sur Valéry Giscard d'Estaing mais le seul fait de ne pas avoir été dominé cette fois-ci le rehausse. Georges Marchais n'appelle qu'en rugissant de rage à voter pour François Mitterrand (cette élection entérine en effet son déclin). Jacques Chirac, lui, lance sèchement : « Le 10 mai, chacun votera selon sa conscience », précisant en soupirant, « à titre personnel, je ne puis que voter pour Monsieur Valéry Giscard d'Estaing ». On ne peut être plus polaire. C'est moins un renfort qu'un camouflet. Le 10 mai, François Mitterrand l'emporte par 52,22% des suffrages exprimés contre 47,77% pour Valéry Giscard d'Estaing. Le président sortant a rassemblé 14,6 millions de voix ; le président entrant 15,7 millions de voix. Il n'y a eu, record historique, que 14% d'abstentions. C'est l'alternance, une fracture politique qui se soldera par une continuité institutionnelle.

Comment, au-delà des péripéties de la campagne, au-delà des stratégies des candidats, du jeu des partis, des querelles, des trahisons, des chausse-trappes, comment en est-on arrivé là ? François Mitterrand, reprenant une formule de Jacques Fauvet, le directeur du *Monde*, a proclamé, lors de son intronisation : « La majorité politique de la France vient de s'identifier à sa majorité sociale. » C'est bien entendu réducteur. Comment ignorer la part de rejet personnel qui, depuis justement 1981, frappe tout président sortant ? En 2002, Jacques Chirac n'obtiendra au premier tour qu'un pauvre 19,88% des voix. En 1988, François Mitterrand n'avait gagné que parce qu'il avait perdu auparavant en 1986. Nicolas Sarkozy a été battu en 2012, François Hollande - qui l'a oublié ? - n'a même pas pu se présenter. Être président, c'est être impopulaire. Être sortant, c'est être la cible sacrificielle. C'est la malédiction de l'Élysée. Comment aussi ne pas placer au premier rang des ressorts de la défaite de

Valéry Giscard d'Estaing le poids terrible des circonstances économiques ? Les Trente Glorieuses, pour reprendre l'expression de Charles Morazé, se sont achevées au moment de l'élection de 1974. Valéry Giscard d'Estaing a dû faire face aux deux violentes crises pétrolières (1973 et 1979). Avec l'aide vigoureuse et déterminée de Raymond Barre, il a dû combattre une inflation brutale et une poussée spectaculaire du chômage. La politique d'austérité mise en place était économiquement la plus appropriée mais politiquement la moins populaire, d'autant plus qu'elle était dénoncée à la fois par la gauche et par le RPR. Plutôt que d'identification de la majorité politique à la majorité sociale, il serait plus exact de parler d'identification de la majorité politique à la majorité démagogique.

Il est vrai cependant que l'évolution sociologique de la France handicapait également Valéry Giscard d'Estaing. Les bases conservatrices de la société s'érodaient. La population rurale diminuait, le catholicisme s'affaiblissait, les professions indépendantes reculaient, les femmes au foyer se raréfiaient. En revanche, la démocratisation de l'enseignement, la généralisation de la télévision, le développement du salariat encourageaient le brassage social. A cette époque, le corps électoral rajeunissait, d'autant plus que Valéry Giscard d'Estaing avait abaissé à dix-huit ans l'âge du vote. Il n'empêche que des facteurs spécifiquement politiques ont lourdement pesé. Les analyses post-électorales ont établi qu'au premier tour de l'élection présidentielle, un million de voix communistes se sont directement portées sur François Mitterrand, syndrome du vote utile. Par ailleurs, entre le premier et le second tour, on a compté plus d'un million deux cent cinquante mille voix supplémentaires, parmi lesquelles trois cent mille seulement ont bénéficié à Valéry Giscard d'Estaing, un pauvre quart. Autant dire qu'une partie significative de l'électorat gaulliste a voté François Mitterrand. On retrouve d'ailleurs le même phénomène lors des élections législatives qui suivent et amplifient nettement le vote présidentiel. La division affaiblit décidément la droite et, à cette époque, renforce visiblement la gauche. Valéry Giscard d'Estaing horripile les gaullistes, François Mitterrand impressionne les communistes. Chaque attaque de Jacques Chirac affaiblit VGE, chaque attaque de Georges Marchais renforce François Mitterrand, lequel de surcroît réussit à l'époque un parcours électoral techniquement sans faute. Moins brillant que celui de Valéry Giscard d'Estaing en 1974, mais patient, opiniâtre, subtil, professionnel. Suffisant pour faire élire un socialiste, insuffisant pour faire réussir le socialisme. Apogée du classicisme politique.

Avec l'élection du 7 mai 2017, c'est au contraire l'intrusion du baroque dans le processus électoral présidentiel. Une phase de dislocation politique, de déconstruction partisane, de rejet personnel agressif, de ressentiment social intense, de trouble démocratique. La fin d'une période balisée, l'aventure d'une exploration politique inédite, l'alliance aussi chez le vainqueur de l'audace et de la chance. François Mitterrand a intégré et exploité le système politique de la V^e République, Emmanuel Macron l'a défié et l'a fait exploser. Le président socialiste a mené campagne dix-sept ans avant de se faire élire (1964/1981), le président social-libéral un an. Deux techniques d'accession au pouvoir par la voie électorale aux antipodes l'une de l'autre. François Mitterrand est un architecte du pouvoir qu'il bâtit pierre après pierre, Emmanuel Macron un canonier du pouvoir dans lequel il ouvre une brèche pour s'y engouffrer. L'exploit est impressionnant. Comment un homme qui n'est entré en politique qu'en août 2014 lorsqu'il est nommé ministre de l'Économie en remplacement d'Arnaud Montebourg, comment un homme sans aucun mandat électoral préalable, sans aucun parti à son service, sans aucun mouvement jusqu'à ce qu'il lance « En Marche » en avril 2016, un an seulement avant le premier tour, comment un homme sans allié avant le ralliement de François Bayrou le 22 février 2017, à deux mois seulement du premier tour, comment un homme sans notoriété avant 2015, sans image personnelle avant 2016, comment cet Européen enflammé au sein d'une France eurosceptique, comment ce débutant absolu faisant fi de toutes les règles, de tous les précédents, comment cet amateur a-t-il pu s'imposer au suffrage universel direct et conquérir cette auguste présidence de la République, en théorie si cadencée, si réservée aux leaders aguerris des grandes formations politiques, aux hommes d'État estampillés ?

Cela tient certes, nécessairement, à d'incroyables circonstances. Le décor général, pour commencer : en 2017, la France ne s'est pas encore relevée de la grande crise économique de 2008. Elle n'a pas retrouvé son niveau de vie antérieur. Le chômage, désigné par François Hollande comme le révélateur suprême, commence à peine à s'effriter. Les attentats ont traumatisé la population. La politique sociale

du gouvernement Valls exaspère l'électorat de gauche et sa politique économique, pourtant devenue raisonnable, n'apaise en rien l'électorat de droite, furieux des mesures fiscales antérieures. L'extrême-droite a l'œil rivé sur le mascaret de l'immigration en 2015. La politique est rejetée comme jamais, le personnel dirigeant est méprisé. François Hollande vitupéré sur sa gauche (Insoumis, frondeurs et même écologistes), conspué par la droite, injurié par le Front national, est devenu le plus impopulaire des présidents de la V^e République. La France s'enfoncé dans une crise de la politique. La gauche s'attend à être balayée et la droite est certaine de pouvoir l'emporter. Avec Nicolas Sarkozy, Alain Juppé, François Fillon, ne dispose-t-elle pas de trois présidentiables de haut niveau ? Dans le paysage politique dévasté, qui donc peut l'empêcher de prendre sa revanche ? C'est compter sans l'insaturation des élections primaires ouvertes, une nouveauté de ce côté-là. L'effet est désastreux. En 2011, la méthode avait réussi à la gauche ; en novembre 2016, elle est fatale à la droite. Nicolas Sarkozy avait été le grand favori initial mais durant cette première campagne, c'est Alain Juppé qui prend son envol. Le maire de Bordeaux semble alors bien parti pour gagner mais en quatre semaines, c'est François Fillon qui triomphe. Le grand notable de la Sarthe enchante la bourgeoisie traditionnelle – il est si respectable, si bien élevé – et, à la surprise générale, réussit de très loin la meilleure campagne à la télévision. Il passait pour discret et retenu, il déploie une combativité et une autorité inédites face à un Nicolas Sarkozy estomaqué et un Alain Juppé bien trop prudent, retenu. On croit alors l'affaire réglée. On se trompe du tout au tout. Si la participation à la primaire a été un triomphe (4 millions trois cent mille votes en chiffres ronds, un record), loin de panser les plaies, le résultat attise les haines. François Fillon est bien élu mais peu soutenu. Nicolas Sarkozy le méprise et ne lui pardonne pas de l'avoir devancé - il n'oubliera jamais la formule insultante « Qui imagine le général de Gaulle mis en examen ? » -, ses partisans non plus. Alain Juppé le tient pour un conservateur médiocre, ses électeurs aussi. L'investiture de François Fillon est un trompe-l'œil.

Elle devient un piège impitoyable quand, le 25 janvier 2017, le *Canard Enchaîné* révèle que Pénélope Fillon (et plus tard ses enfants) a bénéficié d'un emploi fictif. Auparavant, la popularité de l'ancien Premier ministre est déjà à la baisse, depuis que la rudesse de son programme a tardivement émergé : augmentation de la TVA, remise en cause du remboursement des « petits soins » par la Sécurité sociale, diminution de 500 000 du nombre des fonctionnaires, élévation de l'âge de la retraite. Face aux accusations de l'hebdomadaire satirique, le candidat de la droite ruse, ment, se contredit, s'enfoncé et sombre. La justice se met en branle avec une vitesse inusitée et fort inattendue. Jusqu'au début du mois de mars, les hiérarques de la droite agitent l'idée de convaincre François Fillon de se retirer en faveur d'Alain Juppé, voire de François Baroin. En fait, Alain Juppé n'est pas certain de souhaiter une investiture de rattrapage, Nicolas Sarkozy ne s'y résout pas et François Fillon, muré dans son orgueil, ne le veut pas. Dès lors, de ce côté la partie est perdue. En janvier 2017, François Fillon est crédité de 25% des intentions de vote, Marine Le Pen de 26%, Emmanuel Macron de 20%. En février, Marine Le Pen conserve ses 26%, Emmanuel Macron progresse à 23%, François Fillon régresse à 18,5% des intentions de vote. Le *Canard Enchaîné*, la justice et surtout ses propres fautes l'ont tué. En mars, Marine Le Pen grimpe à 27% mais Emmanuel Macron la talonne avec 26%, alors que François Fillon rétrograde à 17,5%. Le 23 avril, au premier tour de l'élection, il atteint en fait tout juste 20%, la troisième place. La droite a perdu une élection imperdable faute du bon candidat, au seul bénéfice d'Emmanuel Macron. A celui-ci, la droite a largement ouvert la porte dans laquelle il a su s'engouffrer. Pour la première fois sous la V^e République, le candidat de la droite n'est pas qualifié pour le second tour. Un paradoxe historique bénéficiant à un grand audacieux.

En revanche, la gauche n'a jamais été en situation de gagner cette élection. François Hollande, président sortant, était le candidat naturel mais il n'a pas été en mesure de jouer sa carte. Son impopularité atteignait des sommets jusqu'alors vierges. L'année 2016 avait été désastreuse. Elle a commencé par la démission théâtrale de Christiane Taubira, indignée par l'initiative présidentielle sur la déchéance de nationalité. La gauche morale et la presse intellectuelle de gauche lui emboîtant le pas. Au même moment s'échafaude déjà, en janvier 2016, la perspective d'une primaire de la gauche excluant implicitement le Président. La loi travail de Myriam El Khomri, d'inspiration sociale libérale, éloigne bientôt de lui l'électorat populaire. La publication en octobre du livre *Un président ne devrait pas dire ça* horrifie ses partisans. Manuel Valls ne songe qu'à le remplacer mais doit ronger son frein. Le 1^{er} décembre, François Hollande, marginalisé par les sondages, se résout à annoncer qu'il ne se

représentera pas. Là encore, il s'agit d'une « première » sous cette V^e République qui tangué et roule comme jamais depuis 1968. Manuel Valls, héritier de la « deuxième gauche », qui n'a pas eu le temps de mener campagne, est battu par Benoît Hamon, épigone de la « première gauche », à la primaire socialiste qui se tient en janvier 2017. On perçoit dès lors nettement que cette élection présidentielle iconoclaste se déroule sous le signe du dédagisme. Tous les burgraves et les margraves sont balayés tour à tour : Sarkozy le premier, puis Juppé et Fillon, Hollande puis Valls le clémenciste. Benoît Hamon, lui, ne fait illusion que six semaines. La gauche réformatrice n'aura pesé à aucun moment durant cette campagne.

Plus à gauche, c'est l'insoumis Jean-Luc Mélenchon qui s'impose. Il a déclaré sa candidature dès février 2016, a enterré le Front de gauche qu'il formait avec le PC, a mené une campagne retentissante. Il est le meilleur orateur de l'année, inaugure des méthodes de communication futuriste (son fameux hologramme) et participative (son compte sur YouTube rassemble 369 000 abonnés). Il propose une thématique révolutionnaire romantique, mélange d'anti-mondialisme, de tiers-mondisme latino-américain, d'écologie et d'humanisme, de radicalité et de furieuse polémique permanente. Il séduit chez les jeunes, les précaires, les chômeurs mais aussi chez les ouvriers et les salariés modestes, notamment du secteur public. Ses intentions de vote aspirent l'essentiel des suffrages de gauche, lui permettant de grimper peu à peu jusqu'à 20%. Durant deux semaines, il espère même atteindre le second tour et, avec 19,58% des voix le 23 avril, devient le plus mauvais perdant de la V^e République, tant sa défaite lui semble immorale, anormale et incompréhensible. Au total, la gauche qui avait rassemblé 43,7% des voix au premier tour de l'élection présidentielle de 2012, n'en compte plus que 27,7% en 2017. C'est un désastre sans précédent, peut-être la fin d'un cycle social-démocrate. Contrairement à la droite, la gauche n'a jamais été en position de gagner.

Marine Le Pen non plus. Mais si la défaite de la droite est une aberration, si la défaite de la gauche est un naufrage, la défaite de Marine Le Pen est en réalité une victoire. Malgré la médiocrité de sa campagne et la faiblesse de sa prestation lors du débat télévisé de l'entre-deux-tours, cette élection lui permet de franchir une marche. Non pas en ce qui concerne sa stature mais en ce qui concerne ses espérances. En 2017, Marine Le Pen n'a pas fendu le mythique plafond de verre mais elle l'a fendillé. Sa campagne ne se compare pas à celle de Jean-Luc Mélenchon, on n'y remarque guère qu'un piteux recul à propos de l'Euro. En revanche, elle a été merveilleusement servie par les circonstances : pic de la crise migratoire, terrorisme, Brexit, élection de Donald Trump, le décor a été dessiné pour elle. Effondrement socialiste, tragédie L.R., dédagisme, que pouvait-elle rêver de mieux ? Elle avait obtenu 17,9% des voix en 2012, elle en arrache cette fois-ci 21,3%, ce qui lui permet d'atteindre le second tour, non pas par surprise comme son père en 2002 mais cette fois par logique. Le Front national n'avait-il pas obtenu 25% aux élections européennes et même 27% aux élections régionales ? Elle-même n'avait-elle pas fait la course présidentielle en tête, jusqu'à la chute de François Fillon et l'envol d'Emmanuel Macron ? Son capital le plus précieux tient cependant à la nature de son électorat. Il est de loin le plus vite mobilisé, le plus fidèle et le plus déterminé de tous. Il domine au sein des milieux populaires. Au deuxième tour de l'élection présidentielle, le 7 mai, Marine Le Pen attire 61% des votes des ouvriers, 40% des votes des employés, 36% des votes des artisans, commerçants, petits chefs d'entreprises et même, c'est un record inquiétant, 64% des votes des policiers et des militaires. Le vote Le Pen est en granit, le vote Macron est en calcaire.

Les circonstances ont donc beaucoup aidé Emmanuel Macron et mieux valait à coup sûr pour lui affronter au second tour Marine Le Pen que François Fillon. En ce sens, si 1981 a été une élection dramatique, 2017 ressemble donc à une élection romantique. Encore fallait-il que le héros du drame se montre à la hauteur de l'enjeu, plutôt prince de Hombourg que Werther. C'est ce que fut Emmanuel Macron, transgressif donc victorieux, victorieux parce que transgressif. Car le vainqueur du 7 mai fut d'une audace folle, servi par une intuition étrange, la prescience que le décor politique était si vermoulu qu'il pouvait s'effondrer subitement, que la crise politique était si profonde que l'antique frontière gauche/droite pourrait être enjambée, que le mécontentement des Français était si vif qu'il pouvait déboucher sur une spectaculaire redistribution des cartes et que les prétendants officiels, tout renommés qu'ils soient, n'étaient pas invincibles. Pour sortir vainqueur de cette mêlée brouillonne, encore fallait-il oser, plonger, innover et croire en son étoile. Emmanuel Macron croyait intensément

en lui et se moquait du rapport des forces théorique. Ainsi fut-il le dynamiteur d'un système des partis qu'il méprisait, en bon lecteur des *Mémoires d'Espoir*, ainsi n'hésita-t-il pas à fracasser ces hiérarques qu'il regardait comme des statues de plâtre.

Ministre de l'Économie depuis le 25 août 2014, iconoclaste dès début 2015, à la mode dès l'été 2015, s'affichant sans complexe en porteur d'un libéralisme culturel, économique et social, il va un dimanche soir de mars 2016 annoncer à François Hollande qu'il veut lancer un mouvement sous sa propre bannière pour, assure-t-il, ouvrir et renforcer la majorité. Le Président fonde de grands espoirs sur lui et n'y fait pas obstacle, malgré les nombreuses mises en garde de son entourage. Comment un homme si intelligent et si expérimenté a-t-il pu être si candide ? Le 6 avril, Emmanuel Macron lance « En Marche » (E.M. à ses initiales) à Amiens, sa ville natale. Le 12 juillet, premier meeting à la Mutualité, la foule scandant « Macron président ». Le 30 août, il quitte le gouvernement. Le 16 novembre il annonce sa candidature, empêchant tout ultime mouvement de François Hollande, prenant de vitesse Manuel Valls et le PS. Une semaine plus tard, il publie son livre *Révolution* qui rompt avec la gauche classique et échafaude une position qui se veut centrale. Il préempte insolemment le centre gauche et le centre droit. Les ralliements venus surtout de l'aile droite du PS puis des centristes et plus tard de la droite modérée, se multiplient. Il mène une campagne idéologiquement floue et techniquement sophistiquée et novatrice. En janvier 2017 il est, on l'a vu, crédité de 20%, cinq points derrière François Fillon, six points derrière Marine Le Pen. En février, le *Canard Enchaîné* aidant, il est à 23%, devançant largement François Fillon. En mars, le duel avec Marine Le Pen est installé, cimenté par le ralliement de François Bayrou. On connaît la suite. Comme il le confie à Nicolas Domenach et Maurice Szafran : « Sans doute y avait-il chez moi une combinaison de lucidité et d'inconscience. » On pourrait dire aussi de clairvoyance, de dissimulation et de chance insolente.

Sa victoire est en tout cas aussi hétérodoxe que sa trajectoire. Elle n'a été possible que parce que les structures initiales de la V^e République – le gaullisme, le communisme, le catholicisme – s'étaient silencieusement effondrées. Elle a été plus que facilitée, préparée par la crise aiguë de la social-démocratie et par l'effondrement accidentel de la candidature Fillon. Elle a été balisée par une campagne habile (l'annonce de la suppression de la taxe d'habitation et, à l'époque, d'une grande réforme des retraites plaît beaucoup). Le mélange de jeunesse et de nouveauté du candidat – cas de figure inédit au second tour de l'élection présidentielle – pique la curiosité. Son aisance face à Marine Le Pen lors du duel télévisé rassure. Sa victoire est une prouesse dont il ne faut pas cacher la fragilité. Le vote pour Emmanuel Macron comporte une part de séduction mais une part plus importante de refus de Marine Le Pen. C'est un vote de rejet plus que de projet. Les sondages l'illustrent : dans les motivations des électeurs d'Emmanuel Macron, le réalisme éclipse l'adhésion. Au premier tour on espère, au second tour on bloque. Les signes de vulnérabilité de ce vote abondent : choix du vote beaucoup plus tardif que d'ordinaire, abstentions et votes blancs bien plus élevés. Le phénomène s'accroît encore massivement aux élections législatives qui suivent. Il y a à la fois amplification spectaculaire du vote présidentiel et vague sans précédent d'abstentions (51,3% au premier tour, 57,3% au second tour). C'est un vote de prudence morose. Plus que l'origine politique des voix d'Emmanuel Macron (sociaux-démocrates, centristes et modérés), ce qui frappe par-dessus tout, c'est la polarisation socio-culturelle des clivages. Au deuxième tour de l'élection présidentielle, 54% des Français qui n'ont pas le bac votent Emmanuel Macron, 46% Marine Le Pen mais 83% de ceux qui ont fait au moins deux années d'études supérieures votent Macron, 17% Le Pen. Désormais, le clivage décisif est corrélé au niveau d'études et de qualification, donc aussi d'optimisme ou d'angoisse, d'espérance ou de ressentiment, d'intelligence du monde ou de peur du lendemain.

*

Ainsi François Mitterrand et Emmanuel Macron ont-ils conquis le pouvoir présidentiel par des chemins électoraux bien différents et même divergents. L'un et l'autre incarnent et provoquent certes une rupture politique forte, la « grande alternance » pour le premier, la « disruption », selon ses propres mots, pour le second. Dans les deux cas, le poids de leur personnalité a été décisif, permettant à François Mitterrand d'apparaître en rempart face à ses propres alliés communistes, et à Emmanuel Macron de se présenter en sauveur face à l'extrême droite. Pour le reste, tout ou presque les

différencie, même s'ils ont rêvé l'un et l'autre d'être écrivains : la victoire de François Mitterrand est celle d'une opiniâtre stratégie, le triomphe d'Emmanuel Macron relève d'un pari impromptu. Le vétéran applique à la lettre les règles d'une V^e République qu'il condamne, le jeune leader renverse et brise les traditions d'une V^e République qu'il affectionne. L'un accomplit enfin sa destinée, l'autre s'invente un destin. L'électorat de François Mitterrand incarne la sociologie classique de la gauche, celui d'Emmanuel Macron explore et expérimente un nouveau clivage. Le Charentais s'impose en porteur d'un projet, le Picard surfe sur une énorme vague de rejet. L'un installe la dernière pierre d'un régime qu'il réprovoque, l'autre déconstruit un système dont il est issu. Tous deux incarnent une République présidentielle qui prend ses aises avec la Constitution dont elle est issue.